Laos

Sociétés et pouvoirs



Sous la direction de
Vanina Bouté et Vatthana Pholsena

IRASEC les Indes savantes

Table des matières

Carte du Laos 7

Liste des acronymes 8

Introduction
Vanina Bouté et Vatthana Pholsena 9

Première partie
Genèse du Parti-État et stratégies de légitimation

Chapitre 1
Histoire et évolution du Parti révolutionnaire populaire lao
Martin Rathie 17

Chapitre 2
La production d'hommes et de femmes socialistes nouveaux. Expériences de l'éducation communiste au Laos révolutionnaire
Vatthana Pholsena 45

Chapitre 3
Révolution, héritage culturel et stratégies de légitimation : exemples à partir de l'historiographie et de l'iconographie officielles
Oliver Tappe 69

Deuxième partie
Enjeux économiques, différenciations sociales et nouvelles logiques d'action

Chapitre 4
Minorités, développement et expériences migratoires : une approche biographique
Olivier Évrard 95

Chapitre 5
Migrations paysannes et villes émergentes. Vers de nouvelles formes de réseaux et de différenciations sociales au nord du Laos
Vanina Bouté 117

Chapitre 6
Émergence d'un pluralisme religieux en contexte multiethnique : l'exemple du village recomposé de Thongnamy (Bolikhamxay)
Pierre Petit 139

Troisième partie
Ouverture et stratégies économiques transnationales

Chapitre 7
Le rôle des nouveaux réseaux chinois dans la transition néolibérale du Laos
Danielle Tan 165

Chapitre 8
Du tissage familial à l'atelier à vocation internationale : la transformation des filières textiles artisanales
Annabel Vallard 189

Bibliographie 207

Index 221

Les auteurs 227

Introduction

Vanina Bouté et Vatthana Pholsena

Le Laos reste à l'heure actuelle l'un des pays les moins connus et les moins étudiés d'Asie. Enclavé entre des voisins puissants, la Chine, le Viêt Nam et la Thaïlande, sa position géographique fait pourtant de ce petit État-nation, dont le régime est resté officiellement communiste depuis plus de 35 ans, une pièce cruciale sur l'échiquier politique régional. Après la « Libération » en 1975 qui a porté au pouvoir le Parti révolutionnaire populaire lao (*phak pasason pativat lao*), puis un changement de cap en 1986 qui s'est traduit par une ouverture au marché, le Laos aborde le XXI[e] siècle entre pragmatisme économique et pesanteurs politiques et sociales.

En 1986 en effet, le quatrième Congrès du Parti révolutionnaire populaire lao entérinait officiellement le « Nouveau mécanisme économique » (*chinthanakan mai* en lao : « nouvelle pensée » ou « nouvelle imagination »). L'adoption de cette nouvelle voie tournait définitivement la page de la socialisation de l'économie en annonçant le passage d'une économie centralisée à une économie de marché ouverte aux investissements étrangers et au commerce international. C'était un signe fort du renversement de priorités décidé par Vientiane et qui est allé en s'accentuant tant la survie du régime dépendait de la fin de l'isolement diplomatique et économique du pays. Toutefois, cette nouvelle orientation a été, et reste, essentiellement économique : le pouvoir politique demeure, lui, aux mains du Parti-État (*Phak-Lat* en lao) et on observe actuellement que l'ouverture et la croissance économiques du Laos n'ont pas affaibli de façon significative le monopole du pouvoir par le Parti communiste. La libéralisation du marché par la mise en œuvre du Nouveau mécanisme économique, loin d'annoncer le déclin d'une classe dirigeante nourrie de doctrines marxistes-léninistes, a au contraire, en entraînant sa reconversion à l'économie de marché, renforcé son influence. Dans le même temps, la transformation du paysage agraire, l'expansion des mouvements migratoires (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays), l'enrichissement (ou la marginalisation) de certaines sections de la population, ont fortement contribué à la pluralisation de la société au cours des quinze dernières années.

Les deux phénomènes – le maintien du Parti communiste à la tête de l'État d'une part et la modernisation économique et sociale (au sens capitalistique) d'autre part – semblent donc étroitement liés et, vingt-cinq ans après l'adoption du Nouveau mécanisme économique, le régime est toujours en place et ne donne pas de signes apparents d'affaiblissement. En cela, le Laos suit la voie tracée par la Chine et le

Viêt Nam, ses proches alliés et conseillers dans la région, qui ont réussi jusqu'à présent à concilier réformes économiques et maintien du Parti communiste aux commandes de l'État. Dans le cas du Laos, quelles sont les modalités politiques et les répercussions dans la société de cette stratégie duale qui, en grande partie, a assuré, jusqu'à maintenant, la pérennité du pouvoir communiste ?

Dans cet ouvrage, huit spécialistes du Laos, en sciences sociales et en sciences politiques, analysent à partir d'enquêtes de terrain inédites et centrées sur les mutations actuelles, les défis et les contradictions que ce pays – longtemps fermé à la recherche – doit surmonter. Ils articulent ainsi analyse du pouvoir politique et étude du changement social au Laos, d'une révolution à une autre. Autrement dit, l'ouvrage propose de montrer, dans le contexte actuel des réformes économiques et sous l'angle de la perspective historique, la reconfiguration des rapports entre État et sociétés au Laos. On ne saurait en effet considérer ici le Parti-État comme une bureaucratie dirigée par une élite située au-dessus et à part de la société civile ; il s'agit avant tout de structures de gouvernement locales, comprenant des agents sur le terrain et des organisations de masse, tous interagissant au quotidien avec la population. De même, la société ne renvoie pas à une masse indifférenciée d'individus, mais à un monde pluriel d'acteurs aux besoins et intérêts complexes qui coopèrent, négocient ou esquivent – ou essayent d'esquiver – les régulations et politiques nationales[1].

Le choix d'une thématique articulant étroitement pouvoirs et sociétés semblait d'autant plus nécessaire que les études sur le Laos contemporain sont peu nombreuses. Si l'ouvrage dirigé par l'anthropologue Grant Evans, intitulé *Laos. Culture and Society* (1999), garde une grande pertinence malgré une parution datant de plus de dix ans, il n'aborde pas, ou très peu, le changement social ou les structures et pratiques politiques du Laos contemporain. Plus récemment, fut publié le volume *Recherches nouvelles sur le Laos* (2008) dirigé par Yves Goudineau et Michel Lorrillard, respectivement anthropologue et historien à l'École française d'Extrême-Orient, qui rassemble une trentaine de contributions. Celles-ci, faisant la part belle à l'archéologie, l'épigraphie, l'histoire contemporaine (avant 1975), la linguistique, et l'ethnologie, n'abordent cependant pas non plus directement les thématiques qui sont les nôtres[2]. Il nous a semblé ainsi important de tenter de venir combler un manque dans les études sur le Laos, en contribuant à une meilleure connaissance de l'évolution actuelle d'un État qui se dit encore communiste, bien que déjà largement « postsocialiste », permettant la comparaison avec la Chine ou le Viêt Nam voisins.

---

[1] Sur les interactions entre État et sociétés au Viêt Nam et en Chine, voir, par exemple : Elizabeth J. Perry, « Trends in the study of Chinese politics: state-society relations », 1994 ; Ben J. Tria Kerkvliet, « Village-State Relations in Vietnam: The Effects of Everyday Politics on Decollectivization », 1995 ; Ben J. Tria Kerkvliet, Russel H.K. Heng et David W.H. Koh, *Getting Organized in Vietnam. Moving in and around the Socialist State*, 2003 ; Martin Gainsborough, *Vietnam. Rethinking the State*, 2010.

[2] D'autres ouvrages, récemment parus, proposent une approche partielle des phénomènes sociaux contemporains. L'ouvrage de Boike Rehbein, *Globalization, Culture and Society in Laos*, 2007, étudie les effets de la mondialisation au Laos, en faisant appel aux concepts de « champ », de « capital » et d'« habitus », développés par Pierre Bourdieu, et en les adaptant aux dynamiques sociales, culturelles et économiques de la société laotienne contemporaine. L'analyse est originale, mais traite peu des stratégies des acteurs individuels et collectifs et s'appuie sur un terrain de recherche restreint (circonscrit à Vientiane et ses environs). L'ouvrage de Vatthana Pholsena, *Post-War Laos. The Politics of Culture, History, and Identity* paru en 2006, s'intéresse aux tensions et aux ambiguïtés inhérentes à l'entreprise de construction d'une culture et identité nationales au sein d'un jeune État-nation, tel que le Laos. Son étude n'aborde pas, par contre, le thème du changement social et de la pérennité du pouvoir politique.

L'analyse des dynamiques sociales et politiques dans le Laos contemporain est organisée autour de trois logiques d'acteurs : celle du Parti ; celle de la société civile ; celle des réseaux internationaux.

Au commencement de notre réflexion, il nous paraissait en effet essentiel de partir de la source du pouvoir politique : le Parti communiste. Fondé le 22 mars 1955, il accède au pouvoir national vingt ans plus tard, le 2 décembre 1975. Au Laos (de même qu'en Chine et, dans une moindre mesure, au Viêt Nam), le Parti dirige l'État. Un Premier ministre incarne la vitrine officielle du pouvoir, mais en réalité c'est bien le Parti qui définit la stratégie économique et sociale à long terme. Le gouvernement, pour sa part, est prié de la réaliser et de gérer les affaires du pays au quotidien, sous la surveillance du Parti, qui décide des nominations des ministres. Il n'existe pas de système dualiste au sommet du pouvoir puisque les mêmes hommes (et, plus rarement, femmes) occupent les premières positions dans les appareils de l'État et du Parti. Étudier le second éclaire donc en profondeur les politiques du premier. La première partie de ce volume prend donc en compte la dimension historique et anthropologique pour saisir la genèse, l'évolution, et les stratégies du mouvement – puis Parti – communiste, de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au temps présent.

Sur la base d'entretiens et de matériaux jusque-là très peu exploités, la contribution de Martin Rathie propose une réflexion sur les origines et le développement du Parti communiste laotien. En accordant une attention particulière aux figures historiques, ce chapitre dévoile la vie et le parcours d'hommes dans leur individualité au sein d'une organisation politique surtout connue pour son opacité et sa culture du secret. M. Rathie en s'appuyant sur les biographies de dirigeants politiques met en évidence leurs motivations, leurs pratiques et leurs réseaux et donne des clefs pour comprendre la culture politique du Parti communiste au Laos. L'étude de Vatthana Pholsena complète celle de M. Rathie en s'intéressant aux individus anonymes qui ont intégré les rangs de l'appareil de l'État et du Parti. L'auteur suit leurs trajectoires d'écoliers recrutés pendant la guerre du Viêt Nam (1961-1975) dans les zones contrôlées à cette époque par le *Pathet Lao*[4] et montre que la guerre et la révolution dans les campagnes de l'est du Laos ont créé un contexte favorable à l'ascension sociale et à l'intégration politique de personnes d'origines ethniques diverses et souvent d'humble extraction, dont la loyauté envers le Parti demeure un marqueur fort de leurs identités sociales. Oliver Tappe nous conduit ensuite à la période contemporaine et aborde un aspect essentiel dans le maintien du Parti au sommet de l'État : les stratégies de représentation et de légitimation de son autorité. Avec la fin de l'aide soviétique et l'ouverture progressive du pays à l'économie du marché, les préceptes et slogans marxistes-léninistes ont perdu de leur résonance. Le régime puise dès lors dans différents représentations et symboles collectifs pour mobiliser « le peuple multiethnique laotien » (*pasason lao banda phao* en lao) et maintenir sa légitimité auprès de ce dernier. O. Tappe choisit des exemples tirés de l'historiographie d'État et de l'iconographie officielle pour souligner combien la culture nationale de l'après-révolution est aujourd'hui construite à partir d'une réappropriation de marqueurs culturels de l'ancien régime et sur leur « bricolage » avec des icônes de la révolution socialiste.

[4] Nom utilisé par le mouvement révolutionnaire laotien à partir du début des années 1950.

En miroir de ce champ du pouvoir, la seconde partie de l'ouvrage met au jour l'évolution des rapports sociaux et économiques dans la société à travers la description de nouveaux acteurs et logiques d'action apparus depuis la seconde moitié des années 1990. L'analyse se concentre plus particulièrement sur les dynamiques d'innovation, de rejet ou de contournement que les acteurs – communautés villageoises ou groupes ethniques – mettent en place afin de se repositionner dans un Laos économiquement en pleine mutation. Les deux premières contributions partent de l'analyse des nouvelles formes de mobilité sociale et spatiale. Olivier Évrard réinterroge tout d'abord ce qui a été l'un des plus grands bouleversements des deux dernières décennies en termes de mobilité humaine au Laos : les déplacements forcés de villages montagnards. Deux parcours contrastés des membres d'une des principales minorités ethniques au nord du Laos, les Khmou, montrent que la diversité des expériences du changement impulsé par l'État, dans le cadre d'une politique de rationalisation économique du territoire et des ressources naturelles, est intimement liée, certes à des itinéraires sociaux, mais surtout aux différences intra-ethniques héritées des périodes coloniales et précoloniales. O. Évrard illustre ainsi la capacité de réaction des acteurs face aux déplacements forcés, notamment à travers la mobilisation de leurs réseaux sous la forme de migrations de travail vers la Thaïlande. Vanina Bouté choisit ensuite d'analyser une forme de migration interne au Laos qui prend une ampleur nouvelle dans le pays depuis quelques années, dans le contexte de modernisation rurale engagée par l'État et centrée notamment sur la transformation d'une agriculture de subsistance en une agriculture de marché : les migrations rurales spontanées vers les villes. V. Bouté s'intéresse ainsi aux différents processus qui conduisent des familles, voire des villages entiers, à quitter les montagnes pour intégrer les villes, à leurs choix, et aux difficultés auxquelles ils sont confrontés au moment de l'intégration. À travers ces parcours, c'est un aperçu des processus de formation sociologique de ces nouvelles villes du Laos qui est aussi proposé et qui souligne les modalités d'émergence de réseaux liant mondes rural et urbain. La contribution de Pierre Petit prolonge cette réflexion sur ces nouvelles situations de mixité villageoise « à l'arrivée ». L'étude porte plus précisément sur les transformations des pratiques rituelles dans un village recomposé, abritant des résidents de longue date (hmong et lao) et des familles récentes de migrants d'origine khmou, ayant quitté les hautes terres à la suite de l'interdiction progressive de l'agriculture sur brûlis. À travers l'analyse de quatre cérémonies religieuses dans le village pluriethnique de Thongnamy (province de Bolikhamxay), P. Petit montre la cohabitation de différents registres cérémoniels et rituels – celui de l'ethnie majoritaire lao, celui du multiculturalisme d'État et celui de l'universalisme chrétien – et nuance en cela fortement l'argumentaire d'une nécessaire « laoïsation », à entendre comme l'assimilation à la culture majoritaire de l'ethnie lao, dans ces « villages nouveaux » installés dans les basses terres.

La troisième partie aborde la dynamique État-société sous l'angle des ouvertures transnationales économiques du pays[5]. C'est à l'échelle régionale que ses dirigeants imaginent désormais l'avenir du Laos. La République démocratique populaire lao a adhéré à l'Asean le 23 juillet 1997. Elle participe à des initiatives régionales, comme le Programme de la Région du Grand Mékong piloté par la

[5] Signalons ici l'étude pionnière d'Andrew Walker – même si elle renvoie aujourd'hui à des pratiques quelque peu obsolètes – *The Legend of the Golden Boat* (1999). Cet ouvrage montrait déjà les stratégies des commerçantes laotiennes au nord du Laos qui, pour négocier ou contourner les barrières économiques de l'État laotien, effectuaient de nombreux déplacements entre le Laos et la Thaïlande.

Banque asiatique de développement. Surtout, le gouvernement déclare vouloir sortir le Laos de la liste des pays les moins avancés, c'est-à-dire de la pauvreté, en 2020. À cette fin, il mène une politique de croissance forte fondée sur de grands projets (construction de barrages hydroélectriques, exploitation minière, expansion des superficies consacrées aux cultures d'exportation, etc.), qui sont en large partie financés par les aides publiques au développement et, surtout, par les investissements directs étrangers. Danielle Tan se penche ainsi sur l'histoire de la présence chinoise au Laos afin de comprendre les modalités de déploiement des réseaux économiques et commerciaux chinois contemporains. La Chine dont les investissements cumulés depuis 2000 totalisent 2,9 milliards de dollars (contre 2,6 milliards de dollars pour la Thaïlande et 2,2 milliards de dollars pour le Viêt Nam sur la même période) est devenue le premier investisseur du pays en 2010. Du secteur de l'énergie et de l'exploitation minière (or, cuivre, bauxite) aux cultures agrocommerciales (hévéa, manioc, thé) et aux infrastructures routière (les « couloirs économiques ») et touristique (hôtels, restaurants, casinos), les compagnies chinoises investissent actuellement dans plusieurs secteurs économiques clefs du Laos, spécialement dans le nord du pays. D. Tan propose une thèse qui peut sembler a priori paradoxale, à savoir que la multiplication des réseaux économiques et commerciaux chinois au Laos, loin d'éroder le pouvoir de l'État, lui permettrait au contraire une meilleure adaptation à la mondialisation en lui apportant des moyens financiers, humains et technologiques nécessaires pour l'accès aux ressources naturelles de territoires jusque-là difficilement accessibles. Annabel Vallard aborde enfin l'ouverture économique du Laos à une autre échelle, en s'interrogeant sur les effets de l'internationalisation d'une pratique autrefois familiale et (principalement) villageoise, le tissage. Son étude des filières textiles retrace la transformation d'ateliers artisanaux qui ont aujourd'hui pour horizon des marchés internationaux (notamment, en France, aux États-Unis, au Japon et à Singapour). A. Vallard montre l'introduction de nouveaux acteurs dans ces filières devenues transnationales : les entrepreneurs sont de plus en plus des étrangers, tout comme le sont parfois les créateurs textiles, tandis que les employées sont désormais de jeunes migrantes, d'origine rurale. Ces figures différentes du marché du tissage induisent alors des transformations des réseaux de recrutement ainsi que de nouveaux rapports de productions entre entrepreneurs et petites mains textiles, transformations qui sont ici analysées au plus fin de l'enquête ethnographique.

Chapitre 5

Migrations paysannes et villes émergentes

Vers de nouvelles formes de réseaux et de différenciations sociales au nord du Laos[266]

Vanina Bouté

Un matin de janvier 1999, Itjeng pose un instant sa hotte, surchargée et bien plus haute qu'elle, jette un dernier regard en arrière sur son village et se met à pleurer. Ses deux plus jeunes fils, également chargés, la bousculent un peu ; il ne faut pas traîner et arriver avant la nuit, les ballots contenant leurs derniers effets sont lourds à transporter. Il faudra le lendemain les charger dans le bus et voyager jusqu'à la province de Louang Namtha à quelques centaines de kilomètres de là, où Tao, le mari d'Itjeng achève la construction de leur future maison. Dans la file qui emprunte l'étroit sentier de montagne qui mène à la ville de Phongsaly, à quelque huit heures de marche de là, ils rejoignent des collégiens qui repartent pour l'école après le retour du week-end au village. Personne ne prête attention aux sanglots d'Itjeng. Et c'est dans l'apparente indifférence générale de la petite cohorte qu'elle quitte son village natal, Thongpi, ses parents, ses oncles, tantes et cousins, sans grand espoir de les revoir un jour. Indifférence ? Ou n'était-ce après tout qu'une situation habituelle dans ce village que quittaient, mois après mois, les familles ?

Les départs tels celui d'Itjeng étaient en effet fréquents dans ces années, à Thongpi comme dans l'ensemble des villages phounoy du district montagneux de la province de Phongsaly, région où, depuis le XVIII^{e} siècle, s'était établie principalement cette population de langue tibéto-birmane estimée, en 2005, à 40 000 personnes. Jadis village important, chef-lieu de canton (*tasseng*) durant quelques décennies, Thongpi s'était peu à peu dépeuplé depuis les années 1970. Lors de mes premières enquêtes, en 1999, il ne restait qu'une quarantaine de familles sur une centaine vingt ans auparavant, une vingtaine en 2005. En 2006, le village avait entièrement disparu. Il en avait été de même de la trentaine de villages alentour : quelques-uns avaient été déplacés autoritairement par les autorités de la province, soucieuses de les rapprocher des axes routiers afin de les inciter à se tourner vers des cultures

[266] Je remercie Grégoire Schlemmer, Guillaume Rozenberg et Vatthana Pholsena pour leur relecture attentive de ce texte et leurs commentaires.

commerciales (canne à sucre, thé) réclamées par des investisseurs chinois. La plupart des autres villages avaient, comme Thongpi, connu un long et continu dépeuplement jusqu'à leur disparition complète. En quelques années, des centaines de paysans avaient quitté le district.

En suivant les migrants phounoy dans les principales villes du nord du pays, dans les bourgades des basses terres et les chefs-lieux de district où ils s'étaient dispersés, je rencontrai de nombreuses familles, originaires d'autres provinces, d'autres groupes ethniques, qui avaient des parcours relativement similaires. Le recensement de 2005[267] estime ainsi à 20 % la part de population au Laos ayant migré ces dix dernières années en dehors de son district de naissance. Ce chiffre, déjà très élevé, est sans doute bien en deçà de la réalité car il ne prend pas en compte les migrations à l'intérieur d'un district, où s'opèrent, généralement, les déplacements contraints, et qui comprennent également les migrations de villageois vers les chefs-lieux de district ou les capitales de province.

Dans le contexte actuel d'une mobilité paysanne importante, liée non seulement à des mesures prises au niveau national (déplacements au bord des axes routiers, regroupements de plusieurs villages afin de constituer des unités administratives plus importantes), mais aussi à l'attractivité économique de certaines provinces – en raison de l'ouverture des frontières et de l'implantation croissante d'investisseurs étrangers – deux phénomènes nouveaux et liés apparaissent : le développement de centres urbains, et une migration rurale importante vers ces derniers. Entre 2005 et 2010, le taux d'accroissement de la population urbaine a été de 5,6 %, un chiffre supérieur à l'accroissement de la population au niveau national qui est de 1,8 %, et largement supérieur à l'accroissement de la population en zone rurale – qui est de 0,1 % et qui, à lui seul, pourrait illustrer cette déperdition des campagnes pour les villes[268].

L'objectif de cette contribution est, à partir d'enquêtes ethnographiques, de présenter et de contextualiser ces deux phénomènes, qu'il faut penser ensemble. On s'attachera, dans un premier temps, aux spécificités de ces migrations contemporaines en montrant leurs causes et les multiples stratégies que les migrants mettent en place pour préparer leur départ. On verra surtout comment les départs, volontaires, des paysans d'aujourd'hui sont d'une part étroitement liés aux déplacements autoritaires des années 1990 ; d'autre part, comment ils sont issus de réseaux nés de la première vague migratoire, soit de la génération des fils de paysans qui se sont engagés dans la fonction publique de la jeune RPD lao dans les années 1970 et ont rejoint les villes de province. Etablir les liens entre paysans d'aujourd'hui et fils de paysans d'il y a 40 ans impliquera un retour sur l'histoire de l'émergence de ces villes, sur leurs caractéristiques sociologiques, afin de comprendre les difficultés auxquels les paysans sont confrontés – selon les périodes, selon leur profil – quand il leur faut s'intégrer.

[267] Steering Committee for Census of Population and Housing, *Results from the Population and Housing Census 2005*, 2006 : 20.
[268] Selon les chiffres des Nations unies (http://data.un.org).

1 - Nature des mobilités internes au Laos depuis les années 1990

Les mobilités des populations sont un des traits caractéristiques de l'histoire de la péninsule Indochinoise. Deux formes de mobilité étaient récurrentes : celles nées de dynamiques propres aux populations, ancrées dans des habitudes culturelles (recherche d'emplacements favorables, notamment de sites propres à l'essartage, déplacements d'un village à la suite de malheurs répétés, etc.) et, d'autre part, des déplacements répondant à des conflits locaux ou régionaux[269]. Les guerres, qui engageaient parfois les populations locales, pouvaient entraîner leur fuite et/ou leur prise en captivité, déplacées sur le territoire des vainqueurs (ce pouvait même en être l'objectif premier[270]). Dans la première moitié du XX^{e} siècle, les principaux mouvements de populations sont également associés à la guerre, à celle d'Indochine, puis à celle du Viêt Nam : le Laos est ainsi marqué par des déplacements qui touchent, à l'échelle du pays, plus de la moitié des villages[271].

Dans les années 1960 et 1970, dans le contexte de « libération » du pays, apparaissent de nouveaux types de mouvements migratoires qui, à la différence des précédents, sont planifiés par l'administration révolutionnaire à des fins de développement : de nombreux villages de montagne des zones « libérées » sont incités à se déplacer dans les basses terres afin de développer la culture du riz inondée. Dans les années 1990, ces déplacements commencent à être organisés à l'échelle nationale et entraînent des relocalisations massives de villages transférés dans les plaines ou le long des routes – une politique qui, si elle avait été menée systématiquement, aurait dû toucher dès 2000 environ un million de villageois, soit près d'un quart de la population totale du pays[272]. Dans la décennie qui suit, au nom d'une politique de développement rural articulée autour de la création de « zones focales de développement », les villages sont déplacés et regroupés en bord de route afin de faciliter la commercialisation de certains produits agricoles (thé, hévéa, café, maïs, etc.) ; d'autres sont évacués pour permettre l'aménagement d'infrastructures de taille importante (barrages, mines, concessions) liées, le plus souvent, à des investisseurs étrangers.

Il est enfin, depuis ces deux dernières décennies, et de façon concomitante avec les déplacements forcés, des migrations volontaires qui sont nouvelles par leurs processus et leur ampleur. Ces migrations semblent affecter de façon massive les paysans de la région, qu'il s'agisse des habitants des villages de montagne ou de ceux des villages déplacés qui repartent volontairement cette fois-ci, et quelle que soit leur origine ethnique[273]. Sans nier l'importance de l'appartenance culturelle ou ethnique des migrants, je souhaite ici montrer plus globalement ce qui est commun à l'ensemble de ces populations paysannes dans le fait migratoire. Notamment, alors que les déplacements forcés de ces vingt dernières années sont relativement bien

[269] Goudineau, 1997.
[270] Tambiah, 1976 : 122.
[271] Goudineau, 1997 : 11.
[272] Goudineau, 2000*a* : 26.
[273] Certes, les pratiques culturelles d'un groupe peuvent influer sur les façons de migrer, de se regrouper, sur les formes d'entraide et de solidarité qui sont à repenser dans la localité d'accueil ; l'article d'O. Évrard (dans ce volume) qui traite de la migration transfrontalière de certains Khmou montre qu'il s'agit là d'une des particularités de cette population par rapport à d'autres groupes au nord du Laos.

documentés[274], on va revenir ici sur les causes, les motivations et les stratégies des migrations spontanées de ces familles paysannes[275].

Les raisons successives du départ

Certaines migrations spontanées vont des montagnes vers d'autres zones rurales. Les causes des départs sont alors l'espoir d'un développement économique sur de nouveaux sites. Des villageois se déplacent vers les plaines d'autres provinces car ils ont entendu parler de terres irrigables à mettre en valeur. En 1991, 40 familles originaires de Phongsaly s'installèrent près du chef-lieu du district de Namsê (province d'Oudomxay), avec l'espoir d'acquérir des rizières. Les terres se révélèrent cependant impropres à l'irrigation. En 1994, l'État promettait aux familles qui voulaient bien se déplacer en bord de route (vers les provinces de Namtha, d'Oudomxay) des aides pour développer la culture de la canne à sucre qui connaîtrait, selon lui, un essor considérable. Cette culture fut arrêtée à peine un an après la première récolte – les acheteurs chinois n'ayant jamais payé les agriculteurs – et les familles n'eurent d'autre alternative que de reprendre l'essartage dans leur nouvel espace d'habitation, dans des conditions en fait plus difficiles que sur leur ancien site[276]. Enfin, depuis 2005, l'attrait pour l'hévéa pousse, dans le nord du Laos, un nombre croissant de familles des provinces orientales à s'installer dans les provinces du nord-ouest, aux frontières chinoise et thaïlandaise, où les cultures commerciales se développent.

Les politiques de développement menées au Laos ces dernières années sont un autre des facteurs principaux qui conduisent les paysans à quitter leur village. Elles mettent en place l'éradication de la culture de l'opium, l'interdiction de l'essartage – qui forme le principal mode de production agraire dans les zones de montagne – et des déplacements autoritaires des villages éloignés au profit de la riziculture inondée et des cultures commerciales en bord de route. Lorsqu'elles transforment négativement les conditions de vie des populations, ces politiques les amènent à se déplacer « volontairement » pour trouver ailleurs des conditions de vie meilleures[277]. L'anticipation par les villageois des déplacements forcés a aussi joué un rôle important dans leur volonté de quitter le village. Dans le district de Phongsaly par exemple, à l'annonce d'un futur déplacement du village, les familles les plus riches commençaient à déménager d'elles-mêmes. Par la suite – entre l'annonce d'un déplacement et sa réalisation effective plusieurs mois voire années pouvaient

[274] Voir notamment Goudineau, 1997 ; Vandergeest, 2003 ; Évrard et Goudineau, 2004 ; Baird et Shoemaker, « Unsettling Experiences: Internal Resettlement and International Aid Agencies in Laos », 2007.

[275] Je m'inspire de la dénomination « migrant spontané » telle qu'elle est explicitée par Muriel Charras et Marc Pain dans leur ouvrage sur les migrations spontanées en Indonésie : « un migrant spontané est une personne qui choisit sa destination et le moment de son départ en dehors de toute intervention institutionnalisée » (Muriel Charras et Marc Pain, *Spontaneous settlements in Indonesia : Agricultural pioneers in Southern Sumatra*, 1993 : 21).

[276] La pression foncière, importante dans ces localités, raccourcit en effet la durée de la jachère nécessaire à la régénération du couvert forestier, indispensable à la réalisation de bons essarts. Les rendements de riz sont alors assez faibles.

[277] Pour ces raisons, un certain nombre d'analyses des déplacements de population rappelaient qu'il était délicat de distinguer entre migrations volontaires et forcées dans le contexte d'un État peu démocratique, les deux résultant souvent des mêmes causes, à savoir des politiques de développement inadaptées au mode de vie des populations concernées. Voir, entre autres, Goudineau, 1997, et Évrard et Goudineau, 2004.

s'écouler – les autres familles, vivant dans l'appréhension constante du départ, mettaient en place différentes stratégies afin d'éviter leur relocalisation par les autorités. Et lorsque le village était effectivement déplacé, il ne restait parfois plus qu'une poignée de familles[278]. De plus, en vidant certaines zones de montagne, le départ des uns rend la vie de ceux qui restent plus difficile et les pousse inéluctablement, à leur tour, au départ. En 1999, les départs successifs des plus jeunes avaient notamment entraîné un vieillissement de la population dans le district de Phongsaly. Ceux qui restaient se trouvaient face à des difficultés pour trouver un conjoint, à une main-d'œuvre insuffisante ou trop âgée pour les travaux des champs, à des systèmes d'entraide moribonds en raison de la dispersion géographique du réseau de parents, etc. De l'avis des villageois, il devenait vital, dans ce contexte, de partir et chaque famille tentait de mettre en place sa propre stratégie de départ. Lorsqu'en 2000, après dix ans de politiques de déplacements, les autorités du district voulurent interdire aux familles de quitter leur village afin de développer l'élevage ainsi que la culture de la cardamome, cette mesure les mécontenta largement. Bien des familles qui étaient restées au village souhaitaient rejoindre des parents partis s'installer dans les basses terres, dans les chefs-lieux ou les basses terres des provinces voisines de Phongsaly, Oudomxay, Namtha, Bokéo[279]. Dans d'autres cas, le moindre incident dans la vie villageoise (incendie, mauvaise récolte) pousse un nombre important de familles à essayer de s'installer ailleurs.

Enfin, le poids des représentations est pour beaucoup dans la volonté des montagnards de migrer. Quel est l'observateur du Laos contemporain qui n'a pas relevé les discours – et les condamnations – récurrents des autorités administratives sur les pratiques agricoles « arriérées » des populations montagnardes, sur leur isolement et leur refus du « développement » (*patthana*)[280] ? Ces discours sont constamment énoncés dans les villages lors des visites des autorités, sont véhiculés par la radio, mais sont aussi – de plus en plus – relayés par les émigrés lors de leurs visites à leur village d'origine. La dévalorisation du mode de vie des montagnards crée alors le besoin, ou la nécessité, d'un départ pour une vie jugée plus décente. Et c'est de la façon suivante qu'un paysan m'expliquait son départ vers un centre urbain :

> « Je vais vendre tous mes buffles et m'installer au Kilomètre 4[281] ; là-bas, je cultiverai un peu les champs et ma femme tiendra une épicerie. Au village, c'est tous les jours la même chose ; là-bas, on pourra regarder passer les voitures ».

[278] Bouté, 2005.

[279] Bouté, 2005. Pour un autre exemple de l'effet « boule de neige » de ces migrations, voir également Lyttleton *et al.* (*Watermelons, Bars and Trucks. Dangerous Intersections in Northwest Laos*, 2004 : 58).

[280] Dans le présent volume, voir les notes de D. Tan et O. Évrard à ce sujet.

[281] Il n'est pas rare que les villages récemment installés en bord de route soient tout simplement baptisés « Kilomètre X » selon une distance qui est calculée à partir d'un point zéro dans le centre de la ville proche.

Les conditions d'accès à une nouvelle localité

Tous n'ont pas également la possibilité de partir, et le réseau de parents joue un rôle essentiel dans la possibilité du départ, et surtout dans le choix de la localité d'accueil.

Les individus – et non les familles entières – qui migrent sont accueillis par leur réseau de parents précédemment partis. C'est souvent le cas des plus âgés, qui n'ont pas d'argent mais qui ont des enfants ayant migré, et qui attendent que ces derniers les fassent venir auprès d'eux quand ils estimeront avoir les conditions matérielles suffisantes pour les accueillir. Les personnes âgées du village de Samlang (province de Phongsaly), par exemple, se sont ainsi retrouvées dispersées dans des localités aussi différentes que Vientiane, Louang Prabang, Sayabouly, Bokéo et d'autres villes au nord du Laos. Même après leur départ du village, la vie de certains d'entre eux reste marquée par une grande mobilité : la mauvaise entente avec le gendre ou la bru, la difficulté à s'acclimater à un climat différent ou à un environnement urbain peuvent conduire des couples âgés à vivre successivement plusieurs mois chez différents enfants, résidant aux quatre coins du pays. C'est le cas de Taoteng qui passe régulièrement six mois à Vientiane chez un de ses fils, six mois chez un autre installé dans les basses terres de la province de Phongsaly, six mois encore chez un autre dans la ville de Bokéo (province de Houeysay). Dans d'autres cas, relativement nombreux, les enfants préfèrent établir leurs parents dans une localité différente de la leur, là où se trouvent des cousins plus éloignés, et leur envoyer régulièrement de l'argent. Tao Set est le père d'un riche industriel de Namtha ; il a quitté le village de Thongpi en 2001 lorsque son fils l'a fait venir auprès de lui. Mais lorsque le village s'est dispersé en 2006, et que plusieurs familles se sont installées dans les basses terres de Boun Tai, Tao Set s'est empressé de les rejoindre, préférant, expliquait-il, la vie dans un environnement peuplé de ses anciens voisins – où il peut parler sa langue maternelle (le phounoy en l'occurrence) – à la vie urbaine de Namtha. Cette mobilité concerne également les plus jeunes : les écoliers et lycéens sont parfois envoyés pour poursuivre leur scolarité auprès d'une tante installée en ville, puis partent rejoindre une cousine ou un frère plus âgé, vivant dans d'autres lieux, afin de n'être pas à la charge de la même personne de longues années durant. Il n'y a guère que les jeunes adultes célibataires qui peuvent partir sans réseaux (pour travailler dans les usines de confection de Vientiane, pour être soldats), à condition qu'ils parlent suffisamment bien le lao.

Quand il s'agit du déplacement de familles entières, les stratégies migratoires sont un peu différentes. Pour pouvoir migrer, une famille doit bénéficier non seulement de ce réseau bien implanté de parents, mais aussi de ressources économiques suffisantes (capitalisées en têtes de bétail, en opium). Il faut en effet pouvoir assumer les frais du déplacement et de l'installation sur place : l'acquisition du terrain d'habitation d'abord, puis la construction de la nouvelle maison, et enfin, l'achat des terres agricoles dans le meilleur des cas. Itjeng et Tao, son mari, avaient ainsi préparé leur départ de Phongsaly pour la province de Namtha depuis trois ans. Tao n'avait plus aucun parent dans le village : il hésitait entre rejoindre sa sœur dans le district voisin de Boun Tai, ou son frère installé dans la grosse bourgade de Nateuil, dans la province de Namtha. C'est cette destination qu'ils choisirent finalement. Alors que les prix des rizières s'avéraient trop élevés à Boun Tai, le frère leur assurait que Nateuil, à quelques kilomètres de la frontière avec la Chine,

connaissait un développement considérable, qu'il y aurait des opportunités de travail, et qu'il pourrait leur céder la moitié de son terrain pour qu'ils y construisent leur maison. De plus, Tao avait d'autres cousins également installés à Nateuil et pouvait ainsi escompter une aide supplémentaire pour son installation. Il partit en repérage une première année, avisa le terrain et repartit régulièrement les deux années qui suivirent pour bâtir, à l'aide de ses parents installés sur place, sa future maison. Les deux années précédant le départ, prévu après la dernière récolte de riz, tous les biens de la famille (buffle, cochons, volailles, ainsi que la maison de bois et de bambou) furent vendus aux autres villageois et payés en opium. Tao partit le premier, chargé des sacs de riz de la récolte ; c'est Itjeng, peu rassurée, qui transporta seule les lourdes boules de résine d'opium.

Le réseau de parents ayant déjà migré – parfois de taille réduite à l'origine – est essentiel pour permettre la venue progressive des nouveaux arrivants ; les stratégies de nombreuses familles sont ainsi similaires à celles d'Itjeng et Tao : trouver une localité qui compte un nombre suffisant de parents pour l'entraide et où les prix des terres agricoles sont accessibles. Thitpan a hésité entre trois destinations différentes où se trouvaient des frères et sœurs, deux notamment dans les basses terres où il pouvait espérer acquérir une rizière. Mais ses parents, qui vivent avec lui, ont redouté le climat trop chaud des plaines et ont refusé le départ. Thitpan s'est finalement installé dans la ville de Phongsaly, a acheté un essart où il plante du thé et une rizière en terrasse. Taonam, lui, pensait aller dans la province de Sayabouly où vit son beau-frère ; il s'y est rendu une fois mais les prix des rizières lui semblaient trop chers ; de plus, il y était déjà strictement interdit de pratiquer l'essartage. Il examina alors la possibilité de s'installer dans la ville de Phongsaly où vivent tous les proches parents de sa femme mais, là aussi, les rizières en terrasse lui semblaient trop chères. Il a alors préféré s'installer à Boun Tai où se trouvaient de nombreuses familles de son village d'origine, et y a acheté une petite rizière et trois essarts où il a planté de l'hévéa. Lorsque les derniers habitants du village de Samlang sont partis, Ina, une veuve qui a sept enfants, n'avait pas les moyens de s'installer en ville ; elle a rejoint un village plus proche de la route – où les terres ne valent rien, car une mauvaise piste en terre lie le village à la route – et a envoyé ses enfants vivre chez différents frères et sœurs installés dans les villes de Phongsaly, de Müang Khoua et d'Oudomxay.

Ces dynamiques de regroupements peuvent parfois concerner jusqu'à une dizaine de familles à la fois. Dans le chef-lieu de district de Boun Tai, c'est un officier khmou qui avertit d'abord ses proches parents de l'opportunité d'acquérir des rizières dans ce qui n'était alors qu'un gros village. Lesdits parents en avertirent d'autres, alertèrent leurs compères, et c'est une cinquantaine de familles qui, au fil des ans, finit pas s'implanter dans la localité. De même, des dizaines de familles ho de Phongsaly[282] ont investi, sur des années, l'argent de l'opium dans la construction de boutiques qu'ils faisaient tenir par des parents en attendant l'interdiction complète de la culture du pavot et leur installation en ville. On les retrouve aujourd'hui tenant la majorité des magasins de la rue principale d'Oudomxay – que l'observateur étranger qualifie hâtivement de « chinois » – ou dans le quartier du Talat Leng, le « marché du soir » de Vientiane.

[282] Dans le nord du Laos, le terme « Ho » désignait les caravaniers chinois yunnanais et les nombreux migrants han du Yunnan qui s'installèrent dans le nord du Laos à la fin du XIX^{e} siècle. Il est aujourd'hui utilisé par les descendants de ces migrants pour s'autodésigner et se distinguer des immigrants chinois récemment implantés.

2 - Les nouveaux villages urbains

À la différence des migrations qu'a connues historiquement le Laos, les migrations rurales vers les centres urbains sont un phénomène récent, en pleine expansion. La population urbaine était de 17 % en 1995, de 27 % en 2005 (soit 1 220 374 personnes) et, d'après les estimations, atteindra 38,2 % en 2030[283]. Depuis dix ans, de plus en plus de paysans se concentrent dans des capitales de province, dans des chefs-lieux de district dans les basses terres ou en encore dans des bourgades en plein essor. Cet accroissement urbain était déjà perceptible en 1995. Bounthavy et Taillard[284] notaient que les mouvements de populations depuis et vers les villes rassemblaient plus des deux tiers de l'ensemble des mouvements migratoires entre districts et entre provinces. En 2005, cette tendance, non seulement se confirme, mais prend de l'ampleur : en dix ans, comme l'illustre le tableau ci-dessous, la taille de certaines capitales de province a quasiment doublé.

Tableau 1. Pourcentage/nombre de citadins (capitales de province et chefs-lieux de districts) dans quatre provinces au nord du Laos en 1995 et 2005

	Phongsaly	Houaphan	Oudomxay	Louang Namtha
1995	5,7 % (8 658 hab.)	5,9 % (14 404 hab.)	15,1 % (31 678 hab.)	17,1 % (19 621 hab.)
2005	12,6 % (20 854 hab.)	11,8 % (33 022 hab.)	15,2 % (40 409 hab.)	21,8 % (31 734 hab.)

Sources : State Planning Committee (1997), Steering Committee for Census of Population and Housing (2006).

On ne peut comprendre ces migrations paysannes vers les villes sans prendre en compte les réseaux qui se sont construits de façon presque invisible entre villes et villages ces dernières décennies, réseaux qui ont permis, à partir des années 1990, la venue et l'implantation des paysans. Les villes et bourgades qui accueillent les paysans depuis une trentaine d'années possèdent certaines caractéristiques communes quant à leur formation et leur composition sociologique, qui demandent examen.

Des villes au Laos : une création récente

La notion de ville pourrait presque surprendre au Laos. En effet, il n'existe dans ce pays aucune de ces grandes métropoles qu'évoque la notion de ville asiatique, et les modestes villes et bourgs du pays paraissent des créations très récentes. C'est peut-être de ce fait – conjugué au caractère limité et parcellaire des informations disponibles – que l'on s'est peu intéressé à l'histoire des villes au Laos. Il faudrait ainsi s'intéresser à l'histoire des anciennes capitales royales : Louang

[283] D'après UN common database (2009) et UN Population Division estimates (2009).
[284] Bounthavy Sisouphantong et Christian Taillard, *Atlas of Laos - The Spatial Structures of Economic and Social Development of the Lao People's Democratic Republic*, 2000 : 46.

Prabang, Vientiane, puis Champassak à partir du XVII[e] siècle. Il a par ailleurs bien sûr existé des petits *müang*, c'est-à-dire des centres de pouvoir – apparaissant et disparaissant au gré des configurations politiques régionales et des rapports de force – et qui ont pu jouer le rôle de centres des principautés[285]. Quoi qu'il en soit, c'est à partir de la fin du XIX[e] siècle que se développent véritablement les cinq principales villes du pays, toutes localisées au bord du Mékong : les deux capitales historiques – Louang Prabang et Vientiane, laquelle renaît en partie de ses ruines après sa destruction par l'armée siamoise – ainsi que Savannakhet, Paksé et Thakhek. Le développement de ces villes est lié à l'implantation de l'administration coloniale, et simultanément à l'arrivée de Vietnamiens (recrutés comme fonctionnaires coloniaux) et de Chinois (généralement commerçants)[286].

L'accroissement démographique et l'extension en superficie des autres capitales de province du Laos, ainsi que des chefs-lieux de district, sont encore plus récents. La relative nouveauté du phénomène urbain au Laos se traduit notamment par des discussions officielles sur les critères à prendre en compte pour définir ce qui doit être considéré comme ville ou pas. Ainsi, le Centre national des statistiques proposait, en 2005, une définition qui retenait cinq principaux critères pour le village « urbain », mais cette définition était contestée par d'autres experts sur l'urbanisation proposant à leur tour d'autres critères[287]. Les villes actuelles – capitales de province ou chefs-lieux de district – se sont, le plus souvent, développées à partir de villages déjà implantés au début du XX[e] siècle, et disposant de fonctions politiques. Ainsi, la capitale de la province d'Oudomxay, en plaine, était formée de deux gros villages tai lü dont l'un était le lieu de résidence des anciens chefs de *müang* (le Müang Xay). D'autres, comme la ville de Phongsaly, sont des créations coloniales : Phongsaly émerge comme centre politique quand l'administration coloniale choisit, au début du XX[e] siècle, d'installer le chef-lieu du Ve territoire militaire à proximité du gros village phounoy de Senpôk. Une importante communauté ho viendra simultanément s'y installer, créant un village contigu au premier et se spécialisera dans le commerce. Mais le développement de ces villes est longtemps resté de faible ampleur. Dans les années 1950, la plupart des capitales de province (Sam Neua, Phongsaly, Namtha, Xieng Khouang, Sayabouly, Saravane, Attapeu) n'étaient encore que de gros bourgs dont la population était évaluée à 2 000 ou 3 000 habitants[288]. Leur essor ne commencera que dans les années 1970, lorsque le gouvernement redivise le territoire national en 16 provinces en procédant à des regroupements mais en donnant à chacune une plus grande autonomie, notamment pour permettre l'autosuffisance alimentaire. Cette déconcentration a été favorisée par l'installation des premières entreprises d'État dans les capitales provinciales et a été renforcée en 1986 : de nombreux services administratifs sont implantés dans les capitales de province, mais aussi dans les chefs-lieux de district. Le développement de ces derniers s'est poursuivi dans les années 1990, avec notamment la suppression en 1993 du niveau administratif intermédiaire entre

[285] Lorrillard, 2010.
[286] Voir à ce sujet la contribution de D. Tan (ce volume).
[287] Voir Paul Rabé *et al.*, *Study on Urban Management and Planning in Lao PDR*, 2007. Ces cinq critères sont : la proximité avec l'administration du district ou de la province ; une population de plus de cent maisons ; une route permettant la circulation de véhicules ; la présence d'un marché ; l'équipement de la majorité des maisons en eau et en électricité. Sur les problèmes de définition de l'espace urbain au Laos, voir Bounthavy et Taillard, 2000 ainsi que Julie Vallée, « Espace urbanisé et périmètres urbains de Vientiane », 2010 : 308-309.
[288] Franck LeBar et Adrienne Suddard, *Laos: its people, its society, its culture*, 1960 : 238.

la province et le district, le canton (*tasseng*). Cette suppression conduit au regroupement des collèges dans les chefs-lieux de district[289]. La création de nouveaux postes de fonctionnaires au niveau des districts entraîne, pour ces gens qui ne peuvent vivre de la terre, l'apparition de commerces et de services qui ont encore accru le développement de ces localités urbaines. Entre 1996 et 2000, la population de la ville de Phongsaly a quasiment doublé, celle d'Oudomxay s'est accrue de 30 % ; celle de Boun Tai a augmenté de 60 %, celle de Nateuil de 120 %[290].

Si l'histoire des villes est peu étudiée et leur définition encore floue, l'absence de données est encore plus flagrante d'un point de vue sociologique. Vientiane a fait l'objet de quelques publications[291], mais celles-ci abordent la ville du point de vue de l'urbanisme, de la géographie, de l'architecture, et n'analysent pas les processus sociologiques qui ont conduit des migrants originaires de différentes localités et appartenant à divers groupes ethniques à s'installer et à cohabiter (ou non) en milieu urbain[292]. Anthropologue spécialiste du Laos, G. Evans déplorait en 2003 ce fait :

> « De nombreux chercheurs se consacrent à l'observation des minorités dans les montagnes ou dans l'arrière-pays, mais certains d'entre eux devraient s'intéresser aussi aux villes. C'est là inéluctablement que se trouve l'avenir »[293].

Afin de comprendre le milieu social et le contexte économique des villes dans lesquelles s'installent les paysans des années 1990, je voudrais proposer une première esquisse du peuplement des petites villes du Laos qui se sont développées depuis une trentaine d'années, excluant donc de mon approche les cinq villes plus anciennes précédemment mentionnées. Je partirai de l'exemple de quatre villes au nord du Laos et de différentes dimensions – deux capitales de province, Phongsaly et Oudomxay (le chef-lieu du district de Boun Tai, province de Phongsaly), et la bourgade de Nateuil qui est en passe de devenir administrativement une petite ville (*müang noy*) du district de Louang Namtha[294] – qui peuvent fournir, à mon sens, une bonne illustration de processus similaires à l'œuvre dans d'autres villes du pays[295].

---

[289] Sur cette réorganisation, voir Christian Taillard, « Les régimes politiques passent... les échelles d'organisation de l'espace demeurent », 1992.

[290] Chiffres communiqués par le Département des statistiques des districts de Phongsaly, d'Oudomxay, de Boun Tai et de Louang Namtha (pour Nateuil).

[291] Notamment Chaypet Sayarath, *Vientiane, portrait d'une ville en mutation*, 2005, et Sophie Clément-Charpentier *et al.*, *Vientiane, architectures d'une capitale. Traces, formes, structures, projets*, 2010.

[292] Quelques articles font cependant exception à ce constat : ceux de Martin Barber (« An Urban Village in Vientiane », 1974a, et « "Urbanisation" and religion in Laos - a comparative study », 1974b) ainsi que l'article précité de Grant Evans (« Minorités urbaines », 2003).

[293] Evans, 2003 : 218.

[294] Pour les villes de Phongsaly et Oudomxay, les enquêtes ont été faites entre juillet et décembre 2007, puis en janvier-février 2008 ; elles sont issues d'entretiens menés avec les différentes autorités des 9 villages urbains de la ville de Phongsaly (chefs de village, adjoints, responsables du Front lao d'édification nationale), et d'entretiens menés auprès d'une cinquantaine de familles. Les enquêtes dans le chef-lieu de district de Boun Tai et dans la bourgade de Nateuil ont été faites respectivement en janvier-mars 2009 et juillet 2010 auprès des autorités villageoises et à partir d'entretiens conduits auprès d'une quarantaine de familles.

[295] Voir aussi l'article de Pierre-Bernard Lafont (« Aperçu sur l'évolution urbaine au Laos », 1991) sur l'évolution urbaine au Laos.

envoyée dans la province de Louang Namtha où elle a rencontré son mari, soldat également, et qui était originaire du quartier ho de la ville de Phongsaly. Ils se marient et reviennent rapidement s'établir dans cette ville, lui allant régulièrement dans les villages phounoy des environs pour collecter l'opium, elle tenant une boutique dans la vieille ville. Quand le nouveau marché de la ville est construit, elle obtient la location d'un emplacement par une parente éloignée de son mari. Le mari, « qui voyage beaucoup pour ses affaires », prend finalement une jeune maîtresse phounoy qui vit à Louang Prabang, s'installe avec elle et meurt quelques années plus tard. Cela a été une période difficile pour Nangli, même si son mari avait largement pourvu ses quatre enfants : sa fille aînée s'est acheté un emplacement au marché ; ses fils sont loueur de voiture et chauffeur au Département provincial de l'agriculture. Une autre fille enfin s'est mariée à Oudomxay où vivaient ses oncles paternels et fait de l'élevage de porcs.

Malgré les départs de quelques-uns des habitants des villages originels, les capitales de province connaissent un réel accroissement démographique à partir des années 1980, avec l'installation de nouveaux fonctionnaires. Les fonctionnaires représentent aujourd'hui 60 % de la population de la ville de Phongsaly, 30 % de celle de d'Oudomxay[298]. Les personnes qui ont formé cette vague importante de fonctionnaires étaient, pour la plupart, des enfants de paysans. On peut dire qu'il s'agit donc de la première vague de migration rurale vers les villes, mais également de la toute première vague des fonctionnaires du nouveau régime. Originaires des villages de la province où se trouvent la capitale et les chefs-lieux de district, ils ont eu, à leurs débuts, des itinéraires similaires[299] : ils quittent leurs villages relativement jeunes et s'engagent dans la fonction publique, soit répondant à l'appel des forces révolutionnaires du *Pathet Lao*[300], soit fuyant la vie paysanne, encouragés par l'exemple d'autres jeunes du village partis avant eux. Ils occupent ensuite différents postes successifs (soldats, infirmiers pour la plupart, avec, pour certains, une formation ou une spécialisation, souvent effectuée au Viêt Nam) avant une implantation plus définitive dans une localité urbaine du nord du pays. Je propose ici deux portraits, représentatifs de ceux qui forment la deuxième vague d'arrivée dans les villes, entre 1975 et 1985 pour les capitales de province, au tout début des années 1990 pour les chefs-lieux de district.

Nangpheng, 60 ans, est née dans le village de Thongpi, à quelque huit heures de marche de la ville de Phongsaly. Elle a quitté son village à l'âge de 14 ans : en 1964, si la province de Phongsaly était « libérée », le reste du pays était en guerre et l'administration révolutionnaire avait besoin de forces vives, et notamment de la main-d'œuvre féminine pour tisser. Elle est alors partie, avec trois autres adolescentes du village, pour travailler dans l'entreprise de tissage située à Boun Neua en plaine (« ce n'était qu'une maison en bambou », précise-t-elle). Elle a vite été appelée à d'autres tâches : elle fut transférée à Phongsaly-ville pour être aide-soignante durant trois ans, période durant laquelle elle put apprendre à lire et se

[298] Ces chiffres indiquent les fonctionnaires encore en activité (d'après les statistiques des districts d'Oudomxay et de Phongsaly, recueillies lors des enquêtes menées auprès des chefs des villages urbains des villes d'Oudomxay et de Phongsaly). Un très grand nombre d'anciens fonctionnaires de la ville d'Oudomxay se sont ainsi reconvertis dans le commerce et n'apparaissent pas dans ces chiffres. De plus, ces chiffres indiquent une moyenne : certains villages urbains de Phongsaly (comme Phonesahat) ou d'Oudomxay (Longthana) sont ainsi peuplés à 90 % par des familles de fonctionnaires.

[299] Je ne reviendrai pas, dans le cadre de cet article, sur la diversité de ces parcours et sur l'émergence de notables dans les villes qui feront l'objet d'une publication ultérieure.

[300] Voir la contribution de V. Pholsena dans ce volume.

former pour être infirmière dans un autre district. Elle est revenue dans la ville de Phongsaly en 1984 et a rencontré son mari, originaire d'un village phounoy des environs, et infirmier également. Leur première maison était à l'extrémité est de la ville, près des vieux villages, là où fut construit l'hôpital. Mais les bâtiments s'étendant, ils se sont déplacés deux fois dans la ville, avant de construire leur maison à son emplacement actuel. En 1987, ils achetèrent une rizière en terrasse à trois kilomètres du centre-ville, aménagée du temps des Français et laissée à l'abandon depuis, et dont les rendements se sont avérés mauvais car l'irrigation était insuffisante. En 1999, Nangpheng était à la retraite et vendait quelques médicaments au rez-de-chaussée de sa maison, située en bord de route. Mais en 2003, son époux, désireux d'acquérir un terrain qui rapporte un peu plus pour payer les études de leurs trois enfants, a emprunté une grosse somme d'argent à la banque, et est décédé brutalement quelques mois plus tard. Depuis, la banque retranche dix euros mensuels de la pension de retraite de Nangpheng (45 euros par mois). Celle-ci arrête alors de vendre des médicaments (« je n'avais plus d'argent pour acheter les stocks »), cultive des légumes qu'elle vend à l'aube au marché de la ville, travaille dans les champs des autres : « je ne voulais pas que mes enfants soient soldats, je voulais qu'ils fassent des études. Cela a été une période très dure, personne ne m'a aidée ». Les trois aînés sont maintenant électricien à Louang Prabang, fonctionnaire au Département provincial de la santé, et soldat.

Bouasi, 45 ans, est plus jeune et a une histoire qui diffère un peu à ses débuts de celle de Nangpheng. Elle naît dans un village rural peu éloigné des établissements scolaires de la ville de Phongaly, ce qui fait qu'elle peut suivre les trois premières années de collège. Si ses parents sont paysans, son oncle maternel est fonctionnaire à Namtha et propose de la faire venir auprès de lui pour qu'elle poursuive ses études et apprenne le commerce. Elle part à Namtha, et étudie à l'École gouvernementale de commerce, transférée par la suite dans la ville d'Oudomxay. En 1984, lorsqu'elle y finit ses études, elle devient fonctionnaire au Département du commerce de la province. Entre-temps, son père décède au village, et ses petits frères sont accueillis par l'oncle à Louang Namtha. Ils y grandiront, deviendront fonctionnaires à leur tour, et l'aîné fera venir, des années plus tard, sa vieille mère qui était restée au village. En 1991, les salaires ne sont plus versés et un certain nombre de fonctionnaires, comme Bouasi, perdent leur emploi. En effet, entre 1989 et 1990, beaucoup d'entreprises d'État ou de départements, financés par l'ex-URSS, ont fermé en raison de l'arrêt des subventions versées par cette dernière. Le mari de Bouasi, originaire du même village qu'elle, a eu un parcours similaire : arrivé dans la ville d'Oudomxay en 1983, il travaille au Département du commerce du district, puis quitte cet emploi en 1989. Par la suite, il a travaillé durant quelques années dans la station d'essence de la ville, privatisée, tandis que Bouasi devenait paysanne. Le couple a acquis une rizière à vingt kilomètres de la ville (« dans les années 1980, ce n'était pas encore trop cher »), et de nombreux autres terrains agricoles sur lesquels ils ont planté de l'hévéa et du maïs. La famille complète ses revenus par les activités de conducteur de tuk-tuk du mari.

Ces deux parcours sont assez représentatifs d'une grande partie de ceux qui sont venus peupler les capitales de province dans les années 1980. Les deux premiers récits montrent les trajectoires de jeunes paysans devenus fonctionnaires : la première famille, celle de Nangpheng l'étant restée jusqu'à la retraite, Bouasi ayant quitté la fonction publique au début des années 1990 en raison de la fermeture des entreprises d'État. Dans les deux cas, leurs terres d'habitation leur furent

données par les autorités de la province car, au moment de leur installation, les capitales de province furent découpées en secteurs administratifs où les fonctionnaires recevaient des terres d'habitation à titre privé : les employés des services provinciaux de l'éducation construisirent leur maison à proximité de leurs bureaux ; près de la caserne, se trouvaient les habitations des soldats ; près de l'hôpital, celles des infirmiers et médecins, etc. – un aménagement que l'on retrouve, dans des proportions plus modestes, dans les chefs-lieux de district.

Comme l'illustre l'histoire de Nangpheng, ces fonctionnaires ont parfois dû changer plusieurs fois de localisation dans la ville au fur et à mesure de son développement – certains étant désireux d'acquérir une habitation en bord de route, dans les nouveaux quartiers afin de développer une activité commerciale. Mais, dans tous les cas, ils ont pu généralement accéder, librement ou moyennant de très bas prix, à de nombreux terrains d'habitation, mais aussi à des terres agricoles dans les espaces périurbains – nous y reviendrons.

Le poids des réseaux

Cette arrivée de fonctionnaires et de leur famille a entraîné, par son poids démographique, la transformation de gros villages ou de bourgades en centres urbains au peuplement pluriethnique (les fonctionnaires étant originaires de groupes différents). Elle a aussi permis la création de nouvelles activités – développement de commerces, d'entreprises de construction – liées à l'afflux de ces populations qui, contrairement aux paysans, possédaient des liquidités car ils étaient salariés.

Aylek et sa femme étaient tous deux des enfants de riziculteurs des basses terres de la province de Phongsaly[301]. À peine marié, Aylek entend parler de l'arrivée massive des fonctionnaires dans la ville de Phongsaly et la tient pour une opportunité économique de se lancer dans le commerce. Le jeune couple vend toutes ses terres, et s'installe avec les parents d'Aylek dans la ville de Phongsaly en 1990. D'après leurs voisins, le couple fait fortune rapidement en achetant de l'opium aux paysans et en le revendant. Après avoir construit une *guest house* à un emplacement avantageux (en face du nouveau marché), ils ont fait l'acquisition d'un bus qui leur permet le transport de personnes et surtout des allers et retours vers la Chine pour approvisionner l'épicerie qu'ils tiennent au marché. Leur rapide ascension économique se ralentit un moment avec la multiplication d'hôtels concurrents. Aylek achète alors un camion et se spécialise dans la vente de matériaux de construction qu'il importe de Chine. Il offre, en cadeau de mariage à son jeune frère, un magasin de mobylettes chinoises qu'il installe dans le chef-lieu de district voisin ; envoie ses fils étudier l'un en Chine (à Simao au Yunnan) et l'autre à Vientiane, et paie « l'indispensable dessous de table », me dit-il, pour que sa plus jeune fille obtienne un poste de fonctionnaire intéressant au Département des taxes du district de Phongsaly.

[301] Il s'agissait plus précisément de familles d'essarteurs qui, dans les années 1960, avaient répondu à l'appel du nouveau gouvernement de la province de Phongsaly pour aider à atteindre l'autosuffisance en riz de la province en aménageant des casiers rizicoles dans des basses terres voisines, alors peu peuplées (Bouté, 2005).

Le parcours d'Aylek est en cela précurseur du développement du commerce en milieu urbain. Le développement du commerce dans ces capitales de province débute, certes, dans les années 1990 – avec notamment pour le nord du Laos en 1996, le programme gouvernemental de développement rural prioritaire qui se traduit, paradoxalement, par la construction de nouveaux bâtiments, entraînant un afflux d'ouvriers pour leur construction, et l'essor d'hôtels et de restaurants pour les accueillir. Mais c'est véritablement dans les années 2000, avec la multiplication des échanges transfrontaliers, que se sont développées dans ces villes les activités commerciales qui leur ont donné l'aspect que l'on connaît aujourd'hui. Ainsi, par contraste avec Aylek, une grande partie des nouveaux commerçants sont des fonctionnaires, d'anciens fonctionnaires ou des retraités – soit des gens qui, par un travail salarié, ont pu économiser et investir par la suite dans un commerce. Dans les villes au nord du Laos, l'argent de l'opium a également permis à un certain nombre – fonctionnaires ou anciens paysans comme Aylek – de se lancer dans le commerce dans une, voire plusieurs localités urbaines, au gré du développement de ces dernières et des opportunités économiques à saisir – comme ce fut le cas des Ho de la ville de Phongsaly installés dans la ville d'Oudomxay.

Quelle que soit la diversité des parcours de ces fonctionnaires, anciens fonctionnaires ou commerçants, tous sont fils et filles de paysans et, lorsque leur village existe encore, y ont encore des membres de leur famille. Lorsque les villages d'origine des fonctionnaires sont situés à proximité de la ville et que ces derniers y ont encore des parents, certains s'y rendent pour aider aux travaux des champs le week-end ; d'autres y vont au moins une fois par mois en visite, ne manquant jamais d'en rapporter légumes, riz ou alcool de maïs. Il est ainsi important pour eux de pouvoir compter sur le soutien de leurs parents au village pour l'approvisionnement en certains produits, tout comme ces derniers, à leur tour, bénéficient du fait d'avoir de la famille en ville chez laquelle ils peuvent être hébergés ou envoyer leurs enfants poursuivre leur scolarité. Dans nombre de villages, vivent aussi des couples âgés dont les enfants demeurent tous en dehors du village ; trop âgés pour obtenir des récoltes satisfaisantes, ils subsistent en partie grâce à l'argent que leur envoient leurs enfants, et attendent patiemment que l'un d'entre eux les fasse venir lorsqu'il en aura la possibilité, ou lorsqu'eux-mêmes seront trop vieux pour pouvoir encore travailler aux champs. Autrement dit, dès les années 1990, un grand nombre de villages du Laos ont été progressivement mis en réseaux avec des localités urbaines du pays, et il ne me semble désormais plus possible de considérer que l'organisation sociale au Laos se joue d'abord et avant tout, au niveau villageois, comme l'écrivait Randall Ireson[302]. Ces réseaux de parents mettent non seulement en relation les habitants des villages et les citadins, mais ils lient également désormais les habitants de différentes villes, fonctionnaires ou commerçants issus d'une même famille et installés dans différentes villes du nord du pays (et quelquefois dans les grandes villes de Vientiane ou Louang Prabang).

On comprend mieux désormais comment s'est constituée la « troisième vague » d'habitants des villes, celle composée de familles paysannes qui, à partir des années 1990, tentent également leur chance en ville, et dont l'implantation et le choix d'une localité dépendent avant tout de ce réseau de parents installés comme fonctionnaires ou commerçants depuis plusieurs années.

---

[302] Randall Ireson, « Invisible Walls: Village Identity and the Maintenance of Cooperation in Laos », 1996 : 219.

3 - Les enjeux d'une insertion durable

En 2010, je retrouve Itjeng, dix ans après son départ du village de Thongpi. Itjeng est établie dans la bourgade de Nateuil, située au carrefour des routes entre les provinces d'Oudomxay et de Namtha, et de la route vers la Chine. Ces dernières années, les flux se sont intensifiés sur cet axe routier, devenu, selon le programme de la Banque asiatique de développement, « le corridor de développement Nord-Sud ». Fondé dans les années 1920 par une dizaine de familles khmou originaires du sud de la province de Phongsaly à la recherche de terres cultivables, le village de Nateuil a considérablement grossi – sa population a triplé entre 2002 et 2009, atteignant 347 familles. La maison d'Ijeng, en parpaing depuis peu grâce aux soins de son gendre, est située dans un quartier en deçà de la route, « le quartier phounoy », comme le désignent les autres habitants. Tao, le mari d'Itjeng est mort brutalement il y a quatre ans. Pour pouvoir payer les soins à l'hôpital, Itjeng a vendu les deux hectares que le couple avait achetés peu après son arrivée et où il avait planté de l'hévéa. Il ne lui reste aujourd'hui qu'un essart où elle plante une espèce de maïs dont les semences sont vendues par des Vietnamiens qui achètent ensuite la récolte, et dont elle tire un revenu extrêmement modeste. Lorsque je lui demande si elle ne voudrait pas rejoindre ses parents et son frère instituteur dans les basses terres de Boun Tai, Itjeng rétorque que c'est impossible. Elle n'a plus rien à vendre pour y acquérir des terres et a encore son fils au lycée. De plus, sa fille aînée s'est mariée à Nateuil avec un jeune Phounoy conducteur de camion, et a deux petits enfants qu'Itjeng aime garder. « Je ne suis pas si seule, il y a aussi les frères de mon mari qui m'aident pour de petites choses, ainsi que tous les voisins phounoy qui sont comme des parents ». Et de fait, dans les quelques semaines que je passerai à Nateuil, c'est uniquement avec cette vingtaine de familles phounoy et avec ceux – originaires autrefois de Thongpi – qui vivent à Oudomxay ou Namtha et qui font étape sur la route, avec les quelques familles ho du quartier voisin (« ils savent parler Phounoy et sont du district de Phongsaly comme nous, on s'entend bien »), que je verrai Itjeng entretenir des formes de sociabilité. Les autres habitants, elle ne les connaît pas – et aucun ne sait l'identifier lorsque, munie d'une petite photo d'Itjeng, j'interroge les vendeuses de la rue principale, des allées du marché, les autorités villageoises. Ils ne la connaissent tout simplement pas.

Le parcours d'Itjeng ne semble ni pire ni meilleur que celui de la plupart des paysans qui sont partis ces quinze dernières années de Thongpi et d'ailleurs. Il semblait même a priori devoir être réussi : c'est ce que laissaient supposer les discours de ses nombreux cousins germains, installés eux dans la ville de Phongsaly ou dans le chef-lieu de district de Boun Tai de la même province. Ils n'avaient des nouvelles que par la bande mais me répétaient à l'envie « ah… Itjeng, elle, est parvenue à s'installer dans une province qui se développe (*kamlang patthana*) ». Il est bien sûr d'autres parcours, plus singuliers, d'insertion dans la localité urbaine que je laisserai ici de côté pour revenir sur le parcours d'ensemble de ces paysans qui composent entre 20 et 30 % de la population des capitales de province[303], 50 à 70 % de celle des chefs-lieux de district ou des grosses bourgades comme Nateuil. Je

[303] De 30 % pour la ville de Phongsaly à 20 % pour la ville d'Oudomxay. Ne sont comptées comme paysannes que les familles dont l'agriculture est le revenu principal, d'après les statistiques des districts d'Oudomxay et de Phongsaly. Les chiffres des chefs-lieux de district sont ceux des districts de Boun Tai, Boun Neua (province de Phongsaly), Namo (province d'Oudomxay).

me bornerai, ici, à l'examen de deux modalités de leur insertion en milieu urbain : leur localisation dans l'espace urbain et, élément essentiel pour ces familles de cultivateurs, le rapport à la terre.

Les logiques du regroupement dans l'espace urbain

L'extension physique de la ville – ou de la bourgade – se fait avant tout le long du principal axe routier qui la traverse. C'est à partir des plus anciens villages qu'un point zéro est établi qui permet ensuite de nommer les villages urbains ou périurbains qui verront le jour à sa proximité. Les plus anciens villages urbains ne sont pas donc pas forcément aujourd'hui au centre physique des villes ou des bourgades. À Phongsaly, les deux plus vieux villages ont perdu cette position avantageuse lorsqu'un nouveau marché couvert a été construit à plusieurs centaines de mètres de là, mettant les quartiers de fonctionnaires au cœur des activités de commerce et de services de la ville. Les vieux villages tai lü des petites villes de Boun Tai ou de Boun Neua apparaissent également excentrés en raison d'un phénomène similaire : la construction de marchés et de nouveaux bâtiments publics vers les nouveaux villages résidentiels où se sont installés les fonctionnaires. Il en est de même dans la grosse ville d'Oudomxay ou dans la petite bourgade de Nateuil. Au-delà de ces quartiers de fonctionnaires se trouvent les quartiers (ou villages) les plus récents, qui se sont développés à la périphérie des capitales provinciales, ou, dans les petites bourgades, sur des axes secondaires conduisant à des villages voisins.

Les migrants les plus récents ne s'installent pas tous nécessairement aux mêmes endroits. Les commerçants arrivés à partir des années 1990 – comme Aylek à Phongsaly – se sont surtout implantés en bordure de route, de préférence au sein des quartiers centraux où vivent les fonctionnaires. Ils s'installent aussi parfois dans les nouveaux villages périphériques, où les paysans des environs font étape pour visiter des parents et effectuer certains achats sans se rendre dans le centre de la ville. Parmi les migrants d'origine rurale, les personnes les plus âgées, on l'a vu, rejoignent généralement des enfants vivant déjà en ville, qui peuvent donc vivre soit dans les quartiers de fonctionnaires soit dans les plus anciens villages de la ville (si une fille, par exemple, s'est mariée avec le fils d'un habitant de ces vieux villages). Enfin, les familles de paysans qui s'établissent en ville à partir des années 1990 se massent principalement à la sortie des villes où le foncier est moins cher.

Dans ces nouveaux quartiers, les migrants sont souvent groupés en fonction de leur origine géographique. Comme je le mentionnais précédemment, l'installation de plusieurs familles est souvent consécutive à la venue d'un migrant pionnier qui s'établit en un point peu, voire pas peuplé de la localité, et « réserve », en quelque sorte, les terrains alentour pour la construction des maisons de ses proches. Dans de nombreux cas, les premiers installés divisent leur terrain d'habitation pour accueillir des parents, ce qui explique souvent l'aspect très dense de l'habitat dans ces quartiers, et la taille relativement modeste des maisons. Le lieu d'origine, ainsi que les liens de parenté qui en découlent, sont ainsi essentiels dans le regroupement dans l'espace urbain et priment sur l'ethnicité : dans la bourgade de Nateuil, une quarantaine de familles khmou, originaires du district de Müang Khoua de la province de Phongsaly, se sont ainsi regroupées dans le quartier dit du « bas », derrière le marché. Elles sont soigneusement distinguées par tous les autres habitants

des « premiers habitants » du quartier du « haut », khmou également, qui les ignorent et les intègrent aussi peu à leurs célébrations et autres événements sociaux, que les autres migrants d'origine tai dam, ho, phounoy, etc. De même, il n'y a aucune proximité géographique et aucune relation sociale entre les habitants phounoy installés à Boun Tai dans les années 1960, et qui vivent donc à proximité du vieux village tai lü, et la vague des paysans phounoy venus depuis 1990 et qui sont localisés, eux, à l'autre extrémité de la petite ville.

La localisation de l'habitat d'une famille dans l'espace urbain dépend enfin, en plus de l'ancienneté de son implantation, du prix que les migrants peuvent mettre dans l'achat de terres constructibles : même dans les zones les plus excentrées du centre-ville, les terrains en bord de route – ainsi que les taxes foncières annuelles à payer – sont deux à trois fois plus chers que les autres. Comme toujours dans les villes, c'est donc le plus souvent en prenant des chemins de traverse que l'on trouve les quartiers peuplés par les immigrants les plus récents et/ou les plus pauvres.

Les coûts de déménagement et d'installation en ville sont très élevés et grèvent singulièrement les avoirs d'une famille. Même dans des bourgades, comme Boun Tai ou Nateuil, les frais de déménagement d'une famille peuvent atteindre 20 millions de kip[304] – une somme relativement importante puisqu'elle correspond aux revenus annuels des familles aisées de la ville de Phongsaly, par exemple[305]. Cette somme comprend les taxes d'emménagement dues au chef de village et aux autorités du district d'accueil (environ 500 000 kip), les frais de transports des affaires de la famille (de 700 000 à 2 millions de kip), l'achat de la terre d'habitation (à partir de 10 millions) et le coût de la construction de la maison (à partir de 3 millions de kip pour une maison en bois et bambou). Pour réunir cette somme, les paysans se départissent généralement de tout leur capital (du bétail pour l'essentiel). Ce sont donc des familles relativement fragiles économiquement qui s'installent en milieu urbain.

L'achat de la terre d'habitation est une étape essentielle de l'installation des migrants d'origine rurale ; pour certains, elle restera même leur unique bien car ils n'auront plus ensuite la possibilité d'investir dans des terres agricoles. On va voir, en effet, que l'enjeu de la possession de la terre s'avère exacerbé pour les terrains agricoles qui sont convoités par tous, qu'ils soient paysans, fonctionnaires ou commerçants.

Des agriculteurs sans terre en ville

C'est véritablement à partir des années 2000 que le prix des terres connaît une hausse très importante et que le foncier devient dans les villes un véritable enjeu et un facteur de différenciation sociale. Je ne parlerai pas ici des enjeux autour des terres d'habitation[306] mais des terres agricoles qui sont censées être les principales sources de revenus pour les migrants d'origine rurale, qui s'établissent le plus souvent – ou espèrent pouvoir le faire – comme agriculteurs. La question des terres agricoles en milieu urbain peut a priori surprendre : un rapport d'étude sur la gestion

[304] Soit l'équivalent de 1 800 euros.

[305] D'après mes enquêtes menées entre 2007 et 2008 dans la ville de Phongsaly auprès d'un échantillon de cinquante familles.

[306] Ceux-ci font l'objet de mon article, à paraître, au sein d'un ouvrage collectif du groupe « Transiter » (ANR – CNRS-EHESS).

du foncier en milieu urbain s'étonnait ainsi que, d'un point de vue socio-économique, un certain nombre de villages urbains soient considérés comme tels étant donné que la majeure partie de leur population tire l'essentiel de ses revenus de l'agriculture[307]. Pourtant, les résultats de mes enquêtes montrent que les paysans forment – je le mentionnais – 20 % à 30 % de la population des capitales de province, et la majorité de celle des autres plus petites localités urbaines. Plus important encore pour cette dimension agraire, les mêmes enquêtes mettent au jour le fait que la majorité des fonctionnaires sont propriétaires de champs dont les dimensions sont très souvent bien supérieures à ceux des paysans : aujourd'hui, les domaines agricoles les plus importants par leur taille et leur production sont ceux de fonctionnaires et de commerçants.

Cette généralisation d'un engouement pour l'agriculture des citadins des villes, grandes et petites, au nord du Laos est relativement récente. Les fonctionnaires des années 1980-1990 pouvaient, pour certains, cultiver quelques parcelles aux abords de la ville afin d'en tirer des compléments de subsistance. Leurs salaires étant extrêmement bas – les premières rémunérations se faisant même uniquement en riz et en produits de première nécessité (savon, sel, huile) – et les terres cultivables étant disponibles ou financièrement accessibles dans ces localités encore peu peuplées, beaucoup ont donc mis en valeur des potagers, des rizières ou des essarts, qu'ils cultivaient lors des temps de repos ou plus systématiquement lorsqu'un des conjoints n'était pas ou plus fonctionnaire (souvent la femme, après un premier enfant). Les rizières étaient achetées à des sommes relativement modiques, les essarts ou les friches ne valaient quasiment rien : ils pouvaient être échangés contre d'autres biens (cochons, alcool) ou prêtés. Souvent, la pression foncière relativement basse et le peu d'intérêt pour la culture des champs de la part des citadins faisaient que certains fonctionnaires allaient tout simplement défricher eux-mêmes des pans de forêt qu'ils s'appropriaient de la sorte, et que leur conjoint s'occupait de mettre en valeur par la suite.

À partir des années 2000, avec le passage de cultures vivrières à des cultures de rente[308], les représentations de la terre, de ses usages sont transformées. Les pratiques agricoles n'ont plus pour objectif que les ménages parviennent à l'autosubsistance mais sont perçues comme des sources de revenus monétaires par un nombre croissant d'acteurs dans le pays. De nombreux fonctionnaires font alors l'acquisition de terres pour planter du thé, de l'hévéa ; les commerçants les plus riches ainsi que la plupart des hauts fonctionnaires (soit des responsables des départements provinciaux) investissent, eux, dans des propriétés de taille importante, recourant au métayage pour leur exploitation ou, le plus souvent, à de la main-d'œuvre salariée. Les localités les plus attractives font même l'objet de demandes fortes venant de l'extérieur de la province, comme c'est par exemple le cas dans la province d'Oudomxay où 80 % des investisseurs et des acheteurs de terres viennent d'autres provinces[309].

---

[307] Rabé et *al.*, 2007 : 28.

[308] Sur cette transition agraire, voir, entre autres, Évrard, 2003*b* ; Tanaka *et al.*, « Land Allocation Program and Stabilization of Swidden Agriculture in the Northern Mountain Region of Laos », 2007 ; Paul Cohen, « The post-opium scenario and rubber in northern Laos: Alternative Western and Chinese models of development », 2009, et Olivier Ducourtieux, *Du riz et des arbres. L'interdiction de l'agriculture d'abattis-brûlis, une constante politique au Laos*, 2009.

[309] Anothai Chantalasy *et al.*, *Study on Land Markets in Urban and Rural Areas of Lao PDR*, 2005 : 9.

Les conséquences de cette ruée vers un nouvel « or vert » sont une privatisation importante de la terre, une pression foncière importante et, son corollaire, une inflation considérable des prix du foncier[310]. Dans la petite bourgade de Boun Tai, qui connaît depuis peu le boom de l'hévéa, les prix des terrains ont été multipliés par dix en à peine dix années : si les friches ne valaient rien au début des années 1990, elles commencent à se vendre entre 30 000 et 100 000 kip l'hectare en 1998, pour passer en 2005 à plus d'un million l'hectare de friche pour hévéa. Une inflation semblable est observable à Oudomxay, Nateuil, Phongsaly, et dans d'autres villes du pays…[311]. Officiellement, les terres ne peuvent être vendues si leurs occupants ou leurs exploitants ne font pas une demande de reconnaissance de propriété auprès des départements fonciers (*kom thadin*) des districts. Mais la loi en la matière commence tout juste à être mise en place dans les capitales de province et la réalité est allée, en quelque sorte, beaucoup plus vite. La terre devient un bien qui s'achète, se vend, fait l'objet de spéculations, sans que l'État puisse exercer un quelconque contrôle – on estime ainsi que seulement 15 % à 20 % des terres sont enregistrées au Département foncier[312].

Les premières victimes de ces évolutions sont les paysans – surtout ceux venus à partir des années 2000 au moment de la forte montée des prix du foncier. Ceux installés en ville avant les années 2000 (qui forment environ un tiers des paysans des villes où les enquêtes ont été menées) ont pu acquérir des terres peu onéreuses et investir dans l'achat de plants pour leur mise en valeur. Ces paysans ont pu, quelquefois, bénéficier d'aides de l'État pour l'acquisition de terrains. En effet, face à la pression foncière à partir des années 1990, de nombreuses mesures de gestion de la terre ont été prises par les autorités des districts pour redistribuer ponctuellement aux paysans installés en ville des pans de terres jusque-là réservées (car considérées comme des terres d'État) ou protégées. Ces terres sont en général des friches situées à quelques kilomètres de la ville, ponctuellement cultivées, mais le droit laotien considère que les paysans n'en sont pas les propriétaires sauf s'il s'agit de cultures permanentes[313]. Ce sont les chefs de village urbain qui s'occupent d'enregistrer les demandes, et les parcelles sont ensuite attribuées par tirage au sort. Mais ces mesures se sont avérées être trop limitées ou trop rares. Par exemple, des terres ont été données aux paysans habitant la ville de Phongsaly à trois reprises : en 1996 (les fonctionnaires qui en faisaient la demande pouvaient également en recevoir) ; en 1999, pour inciter les familles à se lancer dans la culture du thé ; et, en 2001. Ceux arrivés après cette date n'ont donc pas pu en bénéficier alors même que les prix des terres privées allaient croissant. Ce sont des terres dont, en théorie, les paysans n'ont que l'usufruit même si, en réalité, ces terres sont souvent vendues, rachetées, etc., sans que les autorités administratives puissent contrôler ces transactions.

La possession de terres reste extrêmement précaire pour des familles, on l'a vu, économiquement fragiles après leur installation en ville. Un certain nombre de familles de paysans sans terres que j'ai rencontrées avaient eu des terrains au moment de leur installation en ville, qu'ils avaient dû vendre quelques années après.

---

[310] L'augmentation des prix des terres agricoles est observable également en milieu rural, dans les localités notamment où l'hévéa peut être planté (voir par exemple le mémoire d'Amélie Joseph, 2007).

[311] Les prix varient en fonction de l'éloignement du champ de la route, son exposition, la pente, etc. Pour d'autres localités, voir le rapport d'étude de Rabé *et al.*, 2007 : 28-30.

[312] Chantalasy *et al.*, 2005 : 12.

[313] D'où de nombreux conflits entre les familles s'estimant être propriétaires de ces friches et les autorités administratives considérant ces terres comme appartenant à l'État.

Certains, comme Itjeng, les ont vendus pour faire face à des frais médicaux élevés, des décès dans la famille ; d'autres parce qu'ils n'avaient tout bonnement pas les moyens de garder et de cultiver une terre sans rendements immédiats (il faut attendre au moins quatre années avant de pouvoir commencer à récolter le thé ; sept ans pour l'hévéa) alors qu'ils n'avaient aucune autre ressource. D'autres enfin se sont retrouvés victimes de manœuvres illégales : c'est par exemple le cas de familles du bourg de Nateuil auxquelles des terres avaient été distribuées afin de cultiver de la canne à sucre. Les acheteurs n'étant jamais revenus payer les paysans, cette culture avait été abandonnée et les terres étaient redevenues des friches à essart. Un fonctionnaire local arguant du fait qu'il s'agissait de friches en profita, par une manœuvre frauduleuse, pour reprendre les terres de cette vingtaine de familles qu'il attribua à un investisseur chinois qui désirait obtenir une concession agricole. À Boun Tai, ce sont plusieurs familles, sans moyens d'investir dans l'achat de plants, dont les essarts ont été confisqués pour être attribués à de riches commerçants soucieux également de posséder une concession d'hévéa.

Les familles de paysans avec trop peu de terres pour en vivre, ou sans terres, forment systématiquement les franges les plus pauvres des villages urbains, soit une moyenne de 5 à 10 % des familles des villages urbains étudiés. En l'absence de terres, peu de solutions s'offrent à eux. Dans les bourgades les plus petites, où la pression foncière est moindre que dans les capitales de province, certains trouvent encore des friches qu'ils louent alors à leurs propriétaires et où ils cultivent un peu de riz. D'autres peuvent trouver à s'employer temporairement comme maçons – ou cuisinières – sur les chantiers, qui fleurissent dans ces villes en plein développement. La plupart sont embauchés comme ouvriers agricoles dans les plantations des fonctionnaires ou des commerçants de la ville. Mais, chez tous subsiste un fort sentiment d'échec lié à la perte de la terre, à l'absence de patrimoine à transmettre, à la honte de devoir désormais travailler pour les autres.

Conclusion

La question de la déruralisation au Laos ne se pose pas encore avec acuité alors que 70 % de la population du pays vit en zone rurale. Néanmoins, la nouveauté du phénomène de migration des paysans vers les villes appelle plusieurs réflexions et suscite de nouvelles questions.

L'actuel désengagement de l'État postsocialiste laotien dans certaines formes d'encadrement des populations les plus fragilisées économiquement peut surprendre. Alors que des phénomènes migratoires ont pu être strictement encadrés par l'État dans le cas des déplacements de population – ce qui n'a pas forcément impliqué de suivi des populations relocalisées par la suite – rien n'est prévu aujourd'hui dans le cadre des migrations spontanées et des problèmes qu'elles suscitent (fragilisation économique, absence de protections sociales et juridiques, problèmes fonciers, etc.). Le phénomène migratoire ne suscite même que peu d'études des administrations de l'État[314]. D'autres formes de migrations, rural-rural, commencent pourtant à révéler des problèmes similaires. De plus, la multiplication des concessions de plantations

[314] Au contraire d'autres pays de la région Sud-Est asiatique où les migrations, spontanées, sont encouragées et encadrées par les gouvernements. Voir entre autres sur les migrations spontanées en Indonésie, Charras et Pain, 1993.

commerciales (d'hévéas notamment dans le nord du pays) ces dernières années, vont probablement créer de nouveaux flux de populations montagnardes vers les basses terres, alors que ces dernières n'ont, aujourd'hui, que peu d'alternatives économiques – et alors même que les arbres des plantations arriveront prochainement à maturité pour la récolte, poussant au recrutement d'une main-d'œuvre nécessaire pour travailler dans ces concessions.

L'apparition de paysans sans terre en milieu urbain va, dans ce contexte, sans doute se généraliser et s'étendre au monde rural. On peut redouter les problèmes sociaux et économiques qui vont naître de formes croissantes de différenciation sociale, et se multiplier, mais l'on peut également penser que des formes innovantes de stratégies pourront être mises en place par certains membres de ces populations. L'actuelle constitution de réseaux de mobilité entre villes et villages, entre villes et autres localités urbaines, montre bien que la mobilité peut être conçue comme une réponse aux changements entraînés par les politiques nationales de développement – c'est ce qu'illustre la contribution d'Olivier Évrard montrant les migrations de travail des Khmou vers la Thaïlande. Mais si les migrations de travail sont, dans ce dernier cas, une particularité de cette population, la multiplicité des formes migratoires et des logiques de mobilité ne sont-elles pas appelées à toucher un nombre croissant de populations au Laos ? En effet, les implantations dans de nouvelles localités ne sont pas nécessairement durables et la pression démographique et foncière, ainsi que l'attractivité d'autres localités, peuvent motiver de nouveaux déplacements. Les migrations transfrontalières de travail, surtout dans les provinces frontalières avec la Thaïlande[315], sont notamment en pleine expansion et seront une composante à part entière de la vie des populations.

Les migrations transfrontalières présentes et à venir ne sont évidemment pas unilatérales. Si le présent chapitre n'a pu aborder la diversité ethnique des différentes populations des villes, rappelons pour conclure qu'il existe aujourd'hui, des minorités « visibles » qui y sont encore peu nombreuses, comme les Chinois (au nord) et les Vietnamiens (au sud). Le développement des villes appelle ainsi d'autres questions, notamment sur la nature des liens sociaux et culturels dans des localités peuplées de populations d'origines ethniques diverses. L'ouverture des frontières et les grands chantiers que va connaître le pays dans les prochaines années – l'afflux notamment de 40 000 travailleurs chinois[316] pour la construction du train à grande vitesse qui traversera les villes de Nateuil, Oudomxay, Louang Prabang, Vangvieng jusqu'à Vientiane – vont probablement bouleverser en profondeur la physionomie des villes du nord du Laos.

[315] Voir Jonathan Rigg, « Moving lives: migration and livelihoods in the Lao PDR », 2007.
[316] « Railway worker recruitment a matter of urgency », *Vientiane Times*, 26 janvier 2011.